

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République
28019 Chartres

Chartres, le 06/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

KUEHNE + NAGEL

Route de Paris
14120 Mondeville

Références : IC260363
Code AIOT : 0010012694

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/02/2026 dans l'établissement KUEHNE + NAGEL implanté Rue des 36 Mines Zone d'Activité Interdépartementale d'Artenay Pourpy 28140 Poupry. L'inspection a été annoncée le 29/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- KUEHNE + NAGEL
- Rue des 36 Mines Zone d'Activité Interdépartementale d'Artenay Pourpy 28140 Poupry
- Code AIOT : 0010012694
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société KUEHNE+NAGEL exploite un entrepôt logistique sur la commune de Poupry. Les

activités de l'établissement sont réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23/09/2016 complété par les arrêtés préfectoraux des 30/01/2018, 26/02/2019 et 05/03/2021.

L'établissement relève du statut SEVESO seuil bas.

Thèmes de l'inspection :

- AN26 Maintenance
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
11	Liste des substances recherchées et milieux associés	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Installations électriques et équipements métalliques	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 15.	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
2	Maintenance des moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 22.	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
3	Bassins de confinement--- ---Conformité au dossier d'autorisation	Arrêté Préfectoral du 23/09/2016, article 8.7.9.1-----1.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
4	Stratégie de maintenance (au niveau macro)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	/	Sans objet
5	Stratégie de maintenance (au niveau macro)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	/	Sans objet
6	Stratégie de maintenance	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	(au niveau macro)	47		
7	Stratégie de maintenance (au niveau macro)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	/	Sans objet
8	Contrôle des opérations de maintenance	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	/	Sans objet
9	Mise à jour du POI	Code de l'environnement du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
10	Réalisation d'exercice POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
12	Stratégie de prélèvement	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
13	Personnels compétents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
14	Liste des produits de décomposition	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Installations électriques et équipements métalliques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 15.
Thème(s) : Risques accidentels, Entrepôts
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 15/12/2023 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective date d'échéance qui a été retenue : 15/04/2025
Prescription contrôlée : <p>Conformément aux dispositions du code du travail, les installations électriques sont réalisées,</p>

entretenues en bon état et vérifiées.
<p>Constats :</p> <p><u>Constat de la visite d'inspection du 15/12/2023 :</u> <i>Constat d'écart : L'ensemble des installations électriques de l'établissement n'a pas été vérifié lors de la vérification périodique annuelle 2023.</i></p> <p><u>Visite d'inspection du 10/02/2026 :</u> Vu les documents suivants : - certificat Q18 de l'APAVE daté du 06/02/2026, consécutif à la vérification du 01/12/2025 au 04/12/2025, complétée par la vérification du 17/01/2026 des installations électriques de l'établissement. Ce rapport conclut que les installations électriques ne peuvent pas entraîner de risques d'explosion et d'incendie et que la vérification a consisté en une vérification complète des installations électriques de l'établissement, avec une coupure totale autorisée par l'exploitant. Ce rapport indique qu'aucune non-conformité n'a été relevée lors de la vérification. - Compte-rendu Q19 de l'APAVE daté du 15/01/2026, consécutif à l'intervention du même jour. Ce rapport indique l'absence d'anomalie détectée.</p> <p>Pas d'écart relevé, la non-conformité est levée.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Maintenance des moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 22.
Thème(s) : Risques accidentels, Entrepôts
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 15/12/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 15/04/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constat de la visite d'inspection du 15/12/2023 :</u> <u>Demande :</u> <i>Le rapport consécutif à la vérification périodique annuelle 2023 des portes coupe-feu et du système de désenfumage de l'établissement, effectuée du 20/11/2023 au 07/12/2023, doit être</i></p>

transmis à l'inspection des installations classées, accompagné, le cas échéant des justifications d'actions correctives.

Réponse de l'exploitant du 08/04/2025 - Transmission des documents suivants :

- rapport de vérification 2024 des portes coupe-feu
- bon d'intervention correspondant à la levée des réserves mentionnées dans le rapport de vérification des portes coupe-feu
- attestation de bon fonctionnement des portes coupe-feu établie par la société en charge du contrôle de ces portes LUTINCENDIE du 04/04/2025

Visite d'inspection du 10/02/2026 :

Vu les documents suivants, transmis pendant la visite d'inspection :

- Rapport de vérification Désenfumage 2025 par Lutincendie, et devis et bon de commande associés.
- Rapport de vérification des Portes coupe-feu 2025 par Lutincendie, et devis et bon de commande associés.

Vu les documents suivants, transmis ultérieurement à la visite d'inspection :

- Inventaire et contrôle des portes coupe-feu de compartimentage, de LUTINCENDIE, daté du 28/01/2026. Ce rapport indique que l'ensemble des portes coupe-feu du site sont conformes.
- Fiches d'intervention du 04/02/2026 et du 23/02/2026 de Lutincendie, pour la réalisation de la maintenance corrective du désenfumage, suite à la vérification effectuée en 2025.

Pas d'écart relevé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant veillera à transmettre à l'inspection des installations classées le rapport de vérification des installations de désenfumage de 2026.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Bassins de confinement-----Conformité au dossier d'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/09/2016, article 8.7.9.1-----1.3

Thème(s) : Risques accidentels, Entrepôts

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 15/12/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 15/04/2025

Prescription contrôlée :

[...]

Le site dispose de 2 niveaux de rétention assurant la capacité nécessaire :

Les quais sur une hauteur maximale de 20 cm :

quai bâtiment a = 904 m³.

quai bâtiment B = 575 m³.

le complément par 2 bassins de rétention étanche:

bassin A = 1476 m³ minimum;

bassin B = 1805 m³ minimum.

[...]

Ils sont maintenus constamment mis au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation.

[...]

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présents arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

Constats :

Constat de la visite d'inspection du 15/12/2023 :

Demande : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées une attestation, effectuée par un organisme compétent, justifiant de l'opérationnalité des 3 bassins de rétention de l'établissement. L'exploitation du 3^{ème} bassin de confinement, d'un volume de 3 071 m³ doit être portée à la connaissance de l'inspection des installations classées avec tous les éléments d'appréciation (secteurs collectés, types d'eaux pluviales collectées, isolement, exutoire de rejet, traitement,...). En fonction des éléments d'information reçus, les prescriptions applicables à l'établissement pourront faire l'objet de modification.

Visite d'inspection du 10/02/2026 :

L'exploitant a fourni un dossier de Porter-à-Connaissance le 09/02/2026. Les éléments fournis seront appréciés dans le cadre de l'instruction de ce Porter-à-Connaissance.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Stratégie de maintenance (au niveau macro)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47

Thème(s) : Actions nationales 2026, 1. Gouvernance de la maintenance

Prescription contrôlée :

Arrêté du 4 octobre 2010

Art. 47 Principes généraux de prévention des risques.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences.

<p>Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation.</p> <p>Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'organisation de la maintenance sur le site est assurée par une équipe dédiée de 4 collaborateurs, composée de 2 responsables et 2 techniciens.</p> <p>Cette équipe est rattachée à KUEHNE+NAGEL, dédiée exclusivement au site, présente sur place en horaires de journée. Un système d'astreinte est également en place.</p> <p>La maintenance fait appel à 52 prestataires externes, dont les interventions sont planifiées et suivies via un outil de gestion de la continuité des activités (BCM - Business Continuity Management). Des points de suivi liés au BCM sont animés chaque semaine afin de s'assurer de la bonne réalisation de la maintenance (respect des délais, qualité des interventions, suivi des indicateurs) et de la pérennité des bâtiments et du site dans son ensemble.</p> <p>Pas d'écart relevé.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Stratégie de maintenance (au niveau macro)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2026, 2. Moyens alloués (Budget et ressources humaines)</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 4 octobre 2010 Art. 47 Principes généraux de prévention des risques.</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences.</p> <p>Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation.</p> <p>Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.</p>
<p>Constats :</p> <p>Selon les déclarations de l'exploitant :</p> <p>Le budget alloué à la maintenance du site est principalement construit selon une logique réactive, basée sur l'année N-1.</p> <p>Le budget de maintenance préventive est établi à partir des contrats existants, en intégrant les obligations réglementaires et contractuelles. Il fait l'objet d'une prévision annuelle assortie de provisions.</p> <p>Le budget de maintenance curative repose sur l'émission des bons de commande des travaux curatifs nécessaires, et donne lieu à des ajustements en cours d'année, via des provisions</p>

adaptées en fonction des besoins constatés.

Les travaux lourds (ex : la reprise de fissures de dallage) sont planifiés et répartis sur plusieurs années.

Les opérations liées à la sécurité ou à la conformité réglementaire sont traitées immédiatement, sans arbitrage budgétaire.

Certaines dépenses (entretien des espaces verts par exemple) sont budgétées mais caractérisées comme non prioritaires. Elles peuvent l’objet d’arbitrages à la baisse en cas de contrainte financière, sous réserve de justification.

Pas d'écart relevé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Stratégie de maintenance (au niveau macro)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47

Thème(s) : Actions nationales 2026, 3. Modalités de coordination avec les entreprises extérieures

Prescription contrôlée :

Arrêté du 4 octobre 2010

Art. 47 Principes généraux de prévention des risques.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences.

Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation.

Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.

Constats :

Selon les déclarations de l'exploitant :

L'exploitant encadre les interventions des entreprises extérieures au travers d'un processus de référencement préalable, réalisé au niveau du siège. Il indique que les 52 entreprises intervenantes ont été sélectionnées à partir de cette liste de prestataires référencés. L'information et la sensibilisation aux risques spécifiques du site sont assurées par l'organisation d'une réunion annuelle réunissant l'ensemble des entreprises extérieures, au cours de laquelle sont notamment abordés les risques liés à la sécurité et à l'incendie, ainsi que les consignes associées.

L'exploitant indique qu'un plan de prévention est systématiquement établi pour chaque entreprise extérieure, quelle que soit la durée de son intervention.

L'exploitant indique avoir mis en place une organisation encadrant la préparation, le suivi et la clôture des interventions de maintenance sous-traitées. En amont des travaux, des visites préalables sur site sont réalisées avec les prestataires afin de présenter les risques associés aux opérations. Les équipes de maintenance accompagnent les interventions tout au long de leur déroulement, avec un suivi quotidien des prestations réalisées. Enfin, les interventions font l'objet d'un PV de réception de fin de travaux.

Pas d'écart relevé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Stratégie de maintenance (au niveau macro)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47
Thème(s) : Actions nationales 2026, 4. Planification des opérations de maintenance
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 4 octobre 2010 Art. 47 Principes généraux de prévention des risques.</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences.</p> <p>Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation.</p> <p>Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant utilise un logiciel pour planifier les opérations de maintenance. L'accès à ce logiciel est autorisé à l'équipe de maintenance et l'équipe QSHE, au niveau local, au niveau régional (responsable maintenance régional) et au niveau national. L'exploitant indique que des réunions mensuelles au niveau régional ont lieu pour voir le bon suivi de la maintenance.</p> <p>Pas d'écart relevé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Contrôle des opérations de maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47
Thème(s) : Actions nationales 2026, 7. Contrôle des opérations de maintenance (organisation mise en place)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 4 octobre 2010 Art. 47 Principes généraux de prévention des risques.</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences.</p> <p>Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et</p>

dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation.

Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.

Constats :

L'exploitant a mis en place un dispositif de suivi des opérations de maintenance reposant sur des indicateurs renseignés dans un outil de gestion dédié. Ce suivi intègre 2 indicateurs : les non-conformités (NC) et les dépassements de délais associés aux interventions de maintenance.

L'indicateur NC : Les non-conformités sont définies selon des critères d'importance établis au niveau régional et font l'objet d'un suivi par le responsable maintenance. Elles peuvent être issues des rapports d'intervention transmis par les prestataires.

Indicateur NC : taux de réalisation, pondéré par l'importance de la NC. Le site est déterminé « critique » par l'exploitant lorsque l'indicateur est sous les 80 %.

Les dépassements de délais sont suivis sous forme d'indicateur. Ils sont également suivis sous la forme de non-conformités, notamment lorsque les rapports d'intervention ne sont pas transmis dans les délais attendus ou lorsque les interventions planifiées ne sont pas réalisées à la date prévue.

Les indicateurs permettent d'identifier les prestataires pour lesquels des difficultés récurrentes sont rencontrées, notamment en matière de respect des délais d'intervention ou de transmission des rapports. Un suivi spécifique des prestataires est réalisé, incluant un classement interne en fonction de leur niveau de performance/fiabilité.

Pas d'écart relevé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Mise à jour du POI

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/05/2014, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, Respect des fréquences réglementaires

Prescription contrôlée :

[...] Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire. [...]

Constats :

L'exploitant a fourni son Plan d'Opération Interne, dans sa version du 14/05/2025. Le POI de l'établissement intègre notamment le volet sur les premiers prélèvements environnementaux à réaliser en cas d'accident.

Pas d'écart relevé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Réalisation d'exercice POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, Respect des fréquences réglementaires
Prescription contrôlée : [...] Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire. [...]
Constats : Le dernier exercice testant le POI a eu lieu le 26/06/2025. L'exploitant a indiqué que l'appel à l'astreinte de l'APAVE pour la réalisation des premiers prélèvements environnementaux a pu être testé dans le cadre de cet exercice. Pas d'écart relevé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Liste des substances recherchées et milieux associés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Contenu POI
Prescription contrôlée : [...] Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment : - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : - les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; [...]
Annexe V - i) [...] Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.
Constats : Le POI de l'établissement, dans sa version du 14/05/2025, intègre le volet sur les premiers prélèvements environnementaux à réaliser en cas d'accident. La liste des substances recherchées et milieux associés est présente dans le POI. Cependant, le POI ne renseigne pas les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis. Constat : écart relevé, défaut de justification sur les substances à rechercher et les milieux associés.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 12 : Stratégie de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Contenu POI
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : [...] - les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ; - les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher. <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. [...]</p> <p>Annexe V - i) [...] Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le POI de l'établissement, dans sa version du 14/05/2025, détaille les équipements nécessaires aux prélèvements, par substance et milieux. Le POI mentionne des points de référence où les équipements doivent être déployés, associés à des cartographies en annexe.</p> <p>Pas d'écart relevé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Personnels compétents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Contenu POI
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p>

<p>- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :</p> <p>[...]</p> <p>- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.</p> <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;</p> <p>Annexe V - i) [...] Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un contrat avec APAVE EXPLOITATION FRANCE pour la réalisation des premiers prélèvements environnementaux en cas d'accident. L'APAVE dispose d'un cadre d'astreinte, joignable 24h/24, 7j/7. L'arrivée de l'intervenant APAVE sur site est contractuellement dans les 4 heures suivant la confirmation de la demande d'intervention.</p> <p>Pas d'écart relevé.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 14 : Liste des produits de décomposition

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Produits de décomposition</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, visée au c du 2 du I de l'annexe III est adressée au préfet lors de l'élaboration, de la révision ou de la mise à jour d'une étude de dangers, et lorsque cette étude est soumise au réexamen visé à l'article R. 515-98, au plus tard le 30 juin 2025. Le plan d'opération interne est mis à jour dans le même délai.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'étude de dangers (EDD) de l'établissement est datée d'août 2018, et n'a pas fait l'objet d'une mise à jour ou d'une révision depuis. Cette prescription étant applicable aux installations Seveso seuil bas dont l'EDD ou sa mise à jour est postérieure au 1er janvier 2023, elle ne s'applique donc pas à la présente installation.</p> <p>Dans le cas où l'étude de dangers de l'établissement viendrait à être modifiée, elle devra inclure la</p>

liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, de même pour le Plan d'Opération Interne.

Pas d'écart relevé.

Type de suites proposées : Sans suite